

Métis de la colonisation : les excuses suffisent-elles ?

Ce jeudi, le Premier ministre présentera ses excuses au nom de la Belgique auprès des métis qui, enfants, ont été arrachés à leur mère congolaise, burundaise ou rwandaise pour être placés dans des internats ou à l'adoption. Acte symbolique, moment historique ? Les excuses suffisent-elles ou ne sont-elles qu'une étape ?

« La première fois que la Belgique affronte sa mémoire coloniale »

François d'Adesky

François d'Adesky est le cofondateur de l'Association des métis de Belgique.

Pour lui, les excuses du Premier ministre, qui seront prononcées demain, sont historiques.

ENTRETIEN

ELODIE BLOGIE

François d'Adesky est né d'un père colon et d'une mère rwandaise. Avec ses frères et sœurs, ils sont placés à l'Institut de Save, un internat pour enfants métis au Rwanda. À l'âge de sept ans, dans les années 50, il est parmi les premiers métis à arriver en Belgique. La fratrie vit d'abord avec le père – qui les avait reconnus, cas plutôt rare – puis est prise en charge par une association de protection des « enfants mulâtres ». Hautement diplômé, ancien directeur au sein des Nations unies, cet homme de 73 ans a cofondé l'Association des Métis de Belgique (AMB) et se bat depuis des années pour que la Belgique s'excuse auprès de ces enfants de la colonisation, arrachés à leur mère et placés de force à l'adoption. Pour lui, il s'agit donc d'un jour historique.

En quoi cette déclaration du Premier ministre est-elle importante ?

C'est un événement historique. La dernière fois que la Belgique a fait une déclaration officielle de ce type, c'était au sujet du génocide du Rwanda, et avant cela, de l'assassinat de Lumumba. C'est surtout le premier geste par lequel la Belgique va regarder sa mémoire coloniale en face. Ce qu'elle avait toujours refusé de faire. Psychologiquement, c'est très important pour nous, métis. Quand vous n'avez pas d'identité durant toute votre vie, c'est compliqué de vous construire. Cela vaut la peine de savoir qui l'on est avant de mourir. Demain, nous ne serons plus des métis, terme d'origine coloniale ! C'est aussi la première résolution de l'histoire de la Belgique

qui comprendra des mesures concrètes.

Lesquelles ?

Notre demande était d'une part que la Belgique reconnaisse ce qui s'était passé, qu'elle s'en excuse mais aussi qu'elle propose réparation. Nous avions une série de doléances : le Premier ministre s'était engagé à faire une déclaration uniquement une fois toutes ces revendications réglées ou en passe de l'être. À savoir, entre autres : reconnaître notre nationalité belge, déclassifier les archives coloniales afin qu'on puisse avoir accès à nos dossiers et utiliser nos vrais patronymes, sortir nos dossiers du musée de Tervuren, où

ils avaient été archivés. Imaginez : toute ma vie privée y était accessible ! La plupart de ces demandes sont en cours. Mais nous aimerions également que ceux qui ont été enlevés et déplacés là-bas, sans venir en Belgique, soient reconnus. Nous avons aussi demandé réparation pour nos mères. Ce sont certainement elles qui en ont le plus souffert. La mienne a pleuré 23 ans jusqu'à ce qu'on la retrouve. Nous attendons les précisions du Premier ministre.

Est-ce une première étape, en prévision d'autres combats qui émergent ? Excuses pour tous les crimes commis durant la colonisation, restitution des restes humains, des œuvres d'art, etc.

Le pas que la Belgique fera demain va dans le sens de ce que les experts des Nations unies ont demandé. J'espère que la plupart des associations d'afro-descendants vont bénéficier de cette étape. J'ai toujours dit que si notre combat précis concerne le passé colonial, en réalité, ce que nous faisons, c'est pousser la Belgique à devenir une société ouverte, et à reconnaître la diversité de son destin. Le racisme que nous subissons est le même que celui que vivent les afrodescendants.

« C'est sûr que des excuses ne réparent pas tout »

Pierre-Luc Plasman

Pierre-Luc Plasman est docteur en histoire (UCLouvain). Sa thèse a porté sur Léopold II (« Léopold II potentat congolais »). Il a par ailleurs dirigé plusieurs ouvrages sur le passé colonial belge.

ENTRETIEN

MATHIEU COLINET

Les associations ont joué un rôle important dans la décision de présenter des excuses, estime Pierre-Luc Plasman.

Le rapport que la Belgique a entretenu avec les enfants métis est-il exemplatif de celui qui la lie à son passé colonial de façon plus générale ?

Le travail de mémoire de la Belgique par rapport à son passé colonial a commencé plus tôt puisqu'en

2000, le gouvernement Verhofstadt a présenté des excuses par rapport au génocide rwandais et qu'en 2001, avec la commission Lumumba, il y a eu une reconnaissance de la responsabilité morale de la Belgique. On est en effet sur toute une série de grands dossiers au-delà même du passé colonial avec notamment la collaboration ou encore les enfants issus de la collaboration... Tout cela pour dire

qu'en Europe occidentale, il y a désormais une volonté de souligner de manière officielle, et parfois même réparatrice, les erreurs du passé.

Ces excuses, en quoi c'est important ?

C'est d'autant plus important lorsque les groupes qui ont subi des préjudices sont toujours en vie et les ressentent comme tels. C'est sûr qu'une reconnaissance, des excuses ne réparent pas tout, mais au moins il y a la reconnaissance d'un état de fait. C'est d'autant plus important que sur l'histoire coloniale, jusqu'il y a 20 ans, le récit qui existait était encore assez élogieux.

Ces excuses auraient-elles été exprimées sans la pression de certains collectifs ?

Il y a un très gros travail de ces associations dites décoloniales ou afro-descendantes. En 2005, après une exposition au musée de Tervuren, on avait déjà vu un mouvement naître pour modifier la muséographie de l'institution. Ça a fini par aboutir avec le chantier que l'on a connu. Du côté du gouvernement belge, on n'a jamais senti une volonté première de travailler sur ces questions du passé colonial. Parce que précisément, pendant très longtemps, on a eu en Belgique une vision de colonisateur parfait.

Où en sont les résistances à cette volonté de voir la colonisation pour ce qu'elle a réellement été ?

Ceux qui la voient positivement vivent les efforts actuels opposés d'autant plus mal qu'ils ressentent la pression des associations. Ce que je regrette personnellement, c'est qu'on est passé d'un extrême à l'autre : d'un extrême élogieux, hagiographique à une colonisation extrêmement dévastatrice, violente. Or, la vérité est entre les deux. Si aujourd'hui on parle des communautés afro-descendantes, des enfants métis, il y a aussi des descendants de familles coloniales qui n'ont pas été des exploiters, des violeurs et qui vivent assez mal la façon dont on représente aujourd'hui ce qui est aussi leur histoire.

Où en est le travail historique au sujet du passé colonial ? A-t-il aujourd'hui atteint un rythme de croisière ?

Ce qui est certain, c'est qu'on a en Belgique de grands spécialistes comme Jean-Luc Vellut, qui a été professeur jusqu'en 1975 et qui a formé la première génération d'historiens congolais. Mais ce qui est vrai aussi, c'est que dans nos universités, pendant quasiment 20 ans, entre le début des années 1980 et les années 2000, il n'y a presque plus eu aucune recherche sur l'histoire africaine, coloniale, ou sur celle de la Belgique et du Congo.